

« L'Université Grenoble Alpes tire un bilan très positif un an après la fusion » (Lise Dumasy)

Lyon - Publié le mercredi 1 février 2017 à 16 h 56 - Interview n° 86013

« Le bilan de la fusion des trois universités Joseph Fourier, Pierre Mendès-France et Stendhal à Grenoble est tout à fait positif. Nous sommes allés très vite. Les services centraux ont été mis en place en un temps record », affirme Lise Dumasy, présidente de l'UGA, la nouvelle université unifiée née le 01/01/2016, dans un entretien à News Tank, le 01/02/2017.

« La première rentrée universitaire fût un réel succès pour tous et notamment pour les 10 000 étudiants de première année qui faisaient leur rentrée au sein de la nouvelle université. L'enjeu était de taille avec la mise en œuvre de la nouvelle offre de formation et d'une nouvelle identité. Les étudiants ont rapidement adopté la nouvelle structure. La fusion ne leur pose aucun problème », déclare la présidente.

Concernant la situation financière de l'université, Lise Dumasy indique celle-ci « n'est pas confortable ». « Nous serons encore en déficit à la fin de l'année 2017 de 5 M€ sur 512 M€ de budget. La situation est préoccupante car c'est un déficit structurel lié au GVT négatif et aux mesures prises par l'Etat et non compensées aux universités. La fusion va permettre une meilleure utilisation des forces vives mais pas forcément une diminution des dépenses. »

« Nous visons d'intégrer le top 100 du classement de Shanghai. Même s'ils sont imparfaits et que les critères soient jugés justes ou non, nous devons tenir compte des classements internationaux. Notre stratégie de développement n'est pas guidée par les classements mais ils donnent parfois des indications utiles », ajoute Lise Dumasy.

Lise Dumasy répond à News Tank

Quel bilan tirez-vous de la fusion des trois universités qui a donné naissance à l'UGA au 01/01/2016 ?

Lise Dumasy : Le bilan est tout à fait positif. Nous sommes allés très vite. Les services centraux ont été mis en place en un temps record. En six mois, 700 personnels des services centraux ont déménagé dans des locaux réaménagés pour apprendre à travailler ensemble.

 700 personnels des services centraux ont déménagé

Les équipes logistiques et informatiques ont été très mobilisées. Tout comme le service des ressources humaines qui proposait, entre autres, une cellule d'écoute pour les personnels. Les cadres ont suivi des formations en management pour accompagner la transition.

Nous avons engagé une harmonisation de nombreuses procédures, entre autres une procédure unifiée de construction de la campagne d'emplois et du budget. La fusion a vraiment permis aux collègues de mieux se connaître. Le mouvement a été ouvert, tout au long de l'année, pour que chacun puisse se positionner. La taille de l'université nous a incités à regrouper des directions dans de grandes directions générales déléguées, pour éviter l'éparpillement.

Avez-vous rencontré des points de blocage ?

Pas vraiment des points de blocage mais plutôt des points de friction liés à la vitesse à laquelle s'est faite cette fusion et à l'accumulation de tâches à accomplir alors qu'il fallait continuer à gérer le quotidien. La mise en mouvement de l'ensemble contribue à la cohésion du projet mais est lourde à gérer. Malgré toute la bonne volonté des personnels administratifs et des enseignants-chercheurs, la surchauffe et la surcharge de travail ne nous ont pas épargnés.

Quel est le coût de cette fusion ?



Le coût de la fusion a été de plus de 2 M€

Il a été de plus de 2 M€, ce que nous avons envisagé. Les dépenses ont principalement porté sur des actions en faveur des personnels administratifs, en particulier sur le régime in-

termédiaire. Une grande conférence sociale se tiendra prochainement pour analyser les actions mises en place et en mesurer les progrès et les problèmes.

Que reste-t-il à faire ?

La mise en place d'outils pour le contrôle des objectifs et des moyens permettra d'initier un dialogue budgétaire et de travailler sur la stratégie des composantes et des laboratoires. Les réajustements ne se feront pas sur cette année universitaire 2016-2017 car la démarche n'est pas assez avancée, mais seront effectifs pour la prochaine. Ils seront cependant limités car nos marges de manœuvre sont restreintes.

De plus, nous n'avons pas encore suffisamment construits les critères de redéploiement. Nous avons écrit la feuille de route politique et administrative avec quelques grands axes prioritaires sur lesquels s'appuyer dans les années à venir.

Comment s'est passée la première rentrée universitaire de l'UGA ?

Ce fût un réel succès pour tous et notamment pour les 10 000 étudiants de première année qui faisaient leur rentrée au sein de la nouvelle université. L'enjeu était de taille avec la mise en œuvre de la nouvelle offre de formation et d'une nouvelle identité. Une journée festive a été proposée aux étudiants afin de commencer à ancrer des valeurs communes.



Les étudiants ont rapidement adopté la nouvelle structure. La fusion ne leur pose aucun problème

Etonnamment, les étudiants ont rapidement adopté la nouvelle structure. La fusion ne leur pose aucun problème et ils se sont tout de suite trouvés très bien au sein de l'UGA. Ils disposent désormais d'une carte multiservices pour le Crous, la bibliothèque et l'accès à différents autres services, qui sera enrichie et développée pour tous les étudiants du site dans les années à venir.

Que vous a permis de mettre en place la fusion qu'il était difficile d'organiser, avant, par chaque entité de façon individuelle ?

Les formations transversales deviennent plus facilement accessibles à tous. Progressivement, les missions du service pour les étudiants à besoins spécifiques seront restructurées. Nous allons par exemple développer les services pour les étudiants-sportifs de haut niveau, pour ceux artistes de haut niveau ou encore pour les étudiants présentant un handicap.

Une convention a été signée avec le Sdis (Service départemental d'incendie et de secours) pour répondre aux besoins spécifiques des étudiants-pompiers volontaires. L'interdisciplinarité sera développée dans tous les secteurs. Du point de vue des formations, citons le projet de licence générale en alternance avec une reprise différée du master. La fusion permet de le travailler sur le domaine SHS comme STS.

Le volet culturel prendra également une plus grande ampleur avec la structuration de la CST, l'ouverture d'ici quelques mois d'un deuxième équipement culturel, suivie d'un troisième d'ici à deux ans, le développement du pôle éditorial fort, la montée en puissance de l'orchestre des campus...

Les chercheurs se sont-ils bien emparés des opportunités de collaborations ?

Oui, grâce à l'impulsion de l'UGA et de l'Idex, le relais auprès des équipes de recherche fonctionne bien. Ils se mobilisent pour répondre aux appels à projets, douze actuellement lancés par l'Idex, pour un montant de 13 M€.

Déjà 32 projets ont été retenus sur quatre appels à projets finalisés. Notamment sur les thématiques des sciences humaines et sociales et dans les projets encourageant l'interdisciplinarité. Tous n'adhèrent pas à tout, bien évidemment. Certains attendent de voir pour s'engager. Nous aidons les équipes à préparer les projets, à les améliorer en cas d'échec, voire à les réorienter vers d'autres appels d'offres. C'est un travail sur la durée.



Déjà 32 projets ont été retenus sur quatre appels à projets finalisés.

Des rapprochements entre composantes de formation ont-ils déjà été opérés ?

Citons le projet en cours de la fusion de l'Institut d'urbanisme de Grenoble et de l'Institut de géographie alpine. Dans les trois ans, l'Espé installée à Grenoble, sera ramenée sur le campus principal de Saint-Martin-d'Hères pour davantage de cohérence.

Nous ne toucherons pas à nos 24 UFR cette année mais la réflexion sur l'évolution de la structuration du site doit être engagée rapidement.

Quelle est aujourd'hui la situation financière de l'UGA ?

Elle n'est pas confortable. Nous serons encore en déficit à la fin de l'année 2017 de 5 M€ sur 512 M€ de budget. La situation est préoccupante car c'est un déficit structurel lié au GVT négatif et aux mesures prises par l'Etat et non compensées aux universités. La fusion va permettre une meilleure utilisation des forces vives mais pas forcément une diminution des dépenses.

L'expérience d'autres universités réunifiées montre qu'il faut trois à cinq ans pour trouver une stabilité. 2016 aura été marquée par la fusion et par l'Idex, deux actions qui pèsent sur le fonctionnement récurrent alors que certaines dépenses ne sont pas compensées par l'Etat.



D'autres fusions ont été mieux soutenues par le passé

Nous sommes encore dans l'incertitude quant au soutien financier accordé par le ministère pour accompagner notre fusion. Nous avons le sentiment que d'autres fusions ont été mieux soutenues par le passé.

Quels sont vos leviers pour revenir à l'équilibre financier ?

Il faut agir sur tous les leviers, le fonctionnement, la masse salariale et les investissements, serrer les robinets partout sans pour autant entamer le dynamisme des équipes. Nous n'échapperons sans doute pas à un gel partiel des postes et le ferons sans gaité de cœur.

Avez-vous mesuré l'attractivité du nouvel ensemble ?

Même si l'exercice reste difficile, après un an seulement de fusion, nous avons l'impression que l'UGA pèse davantage et est plus écoutée par les collectivités locales qui ont désormais un interlocuteur universitaire unique au lieu de trois.

Nous sommes un employeur de poids et achetons chaque année pour 81 M€ de fournitures diverses auprès de 4 200 fournisseurs. Près de 44 % de nos achats restent en Isère. Je le sens également quand je me déplace à l'étranger.

Les universités du Nord de l'Europe sont venues nous chercher pour être membre fondateur du réseau Aurora, une communauté favorisant les échanges et les bonnes pratiques en matière de formation, recherche, gouvernance et accueil de la diversité.

« UGA pèse davantage et est plus écoutée par les collectivités locales qui ont désormais un interlocuteur universitaire unique au lieu de trois.

Quel sera l'impact sur les classements internationaux ?

Il sera positif, c'est certain, mais il est encore trop tôt pour le mesurer vraiment. Certains classements ont pris en compte notre fusion. D'autres non. Avant la fusion, 50 % des publications scientifiques étaient signées UGA. Nous avons encore une bonne marge de progression. Nous visons d'intégrer le

top 100 du classement de Shanghai alors que nous sommes aujourd'hui dans le top 200.

Sont-ils scrutés de près par l'UGA ?

L'université a recruté une personne chargée de répondre aux enquêtes afin de figurer dans ces classements. C'est indispensable. Même s'ils sont imparfaits et que les critères soient jugés justes ou non, nous devons en tenir compte car ils sont regardés par tous. Notre stratégie de développement n'est certes pas guidée par les classements mais ils donnent parfois des indications utiles.

Lors de la création de l'UGA, la nouvelle université et la Comue avaient convenu de changer de gouvernance à mi-mandat. Est-ce toujours d'actualité ?

Oui. Nous envisageons, Patrick Lévy, actuel président du conseil académique de l'UGA et la Comue, et moi, de proposer une alternance à nos conseils à la fin de l'année 2017, selon les engagements que nous avons pris lors de la campagne électorale. Ceci, dans le but d'assurer la meilleure mixité des cultures SHS et STS à la tête de l'UGA pendant les premières années ainsi que la meilleure articulation entre la Comue et l'UGA.

« L'Université Grenoble Alpes tire un bilan très positif un an après la fusion » (Lise Dum... 1/1

Les 5 axes stratégiques de l'UGA pour 2016-2020

- Renforcer les Sciences humaines et sociales, développer l'interdisciplinarité
- Construire une université attractive à l'international et pour son territoire
 - Innover en matière de pédagogie et d'insertion professionnelle
 - Dynamiser la vie universitaire UGA au sein des différents campus et sites
- Finaliser le processus de fusion et moderniser/simplifier le fonctionnement de notre administration

Lise Dumasy



Parcours	Depuis	Jusqu'à
Agence bibliographique de l'enseignement supérieur Présidente du CA	Décembre 2016	-
Conférence des Présidents d'Université Membre du CA CP2U	Décembre 2016	-
Université Grenoble Alpes Présidente	Janvier 2016	-
Université Stendhal Grenoble 3 Présidente	Juin 2008	Janvier 2016
Agence de développement universitaire Drôme-Ardèche (ADUDA) Présidente	2010	Octobre 2013
Comité national de la recherche scientifique Membre élue (SNESUP)	2008	2012
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche Membre	2002	2009
Éditions littéraires et linguistiques de l'université de Grenoble (les Ellug) Directrice	2004	2008
Université Stendhal Grenoble 3 Présidente	1999	2004

Fiche n° 4692, créée le 17/06/14 à 16:47 - MàJ le 15/12/16 à 18:07

Université Grenoble Alpes



Née de la fusion de l'université Joseph Fourier Grenoble 1, de l'université Pierre Mendès-France Grenoble 2, et de l'université Stendhal Grenoble 3, le 01/01/2016

• Présidente : Lise Dumasy. Début de mandat : 07/01/2016. Fin de mandat :

06/01/2020.

Chiffres clés :

- 45 000 étudiants
- 5 500 personnels dont 3000 enseignants et enseignants-chercheurs et 2500 personnels administratifs et techniques
- 24 facultés, écoles ou instituts
- 80 laboratoires
- 512 millions d'euros de budget
- 500 000 m² de patrimoine sur 12 sites répartis sur 6 départements (Isère, Drôme, Ardèche, Savoie, Haute-Savoie et Hautes Alpes)
- Une implantation principale au cœur de l'agglomération grenobloise sur un campus paysager de 175 hectares

Fiche n° 3822, créée le 18/01/16 à 11:43

Lise Dumasy



Parcours	Depuis	Jusqu'à
Agence bibliographique de l'enseignement supérieur Présidente du CA	Décembre 2016	-
Conférence des Présidents d'Université Membre du CA CP2U	Décembre 2016	-
Université Grenoble Alpes Présidente	Janvier 2016	-
Université Stendhal Grenoble 3 Présidente	Juin 2008	Janvier 2016
Agence de développement universitaire Drôme-Ardèche (ADUDA) Présidente	2010	Octobre 2013
Comité national de la recherche scientifique Membre élue (SNESUP)	2008	2012
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche Membre	2002	2009
Éditions littéraires et linguistiques de l'université de Grenoble (les Ellug) Directrice	2004	2008
Université Stendhal Grenoble 3 Présidente	1999	2004

Fiche n° 4692, créée le 17/06/14 à 16:47 - MàJ le 15/12/16 à 18:07

© News Tank Education 2017 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »